ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 MARS 1967

Département de l'Aveyron — 3e Circonscription Millau-St-Affrique

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste



Cyprien TROUCHE

Chers Compatriotes,

Choisis par les Partis de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste pour être leurs candidats aux Elections du 5 Mars 1967, nous avons l'honneur de soumettre notre programme à votre assentiment.

La durée très courte de la campagne électorale, LE CARACTERE ABSORBANT DE NOS PROFESSIONS QUE NOUS NE POUVONS ABANDONNER, MEME MOMENTANEMENT, nous empêchent de venir vous rendre visite. Nous vous prions de nous en excuser. Et puis, nous pensons honnêtement que vous choisissez vos candidats non sur leurs promesses d'un instant, mais sur leur passé politique ; vous les jugez sur leur réputation, leur honnêteté, leur conscience professionnelle, leurs qualités démontrées d'administrateurs. Pour notre part, nous sommes journellement avec vous, ruraux ou citadins ; nous connaissons votre vie, vos aspirations, vos besoins et vous savez que vous n'avez jamais fait appel en vain à notre dévouement. Donc, pas d'engagements, pas de mirages dorés de notre part, seulement la promesse que nous travaillerons pour vous.

NOTRE PROGRAMME

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, qui regroupe le parti S.F.I.O., le parti Radical-Socialiste, la Convention des Institutions Républicaines et de nombreux clubs, donne l'exemple de l'union et de la simplification de la vie politique. Elle propose au peuple de France un programme réalisable dans les cinq années de la prochaine législature.

I. Une société de citoyens libres

Tout dépend aujourd'hui de la volonté d'un seul. Nous lui opposons la volonté de tous.

Pour mettre fin à ce régime de pouvoir personnel, nous proposons :

- La suppression ou la révision des articles de la constitution utilisés pour établir le pouvoir personnel;
- Un contrat entre la majorité de l'Assemblée et le Gouvernement pour la durée de la législature, avec retour devant l'électeur en cas de désaccord.
- La liberté de l'information et l'indépendance de la Radio-Télévision;
- L'abolition des restrictions au droit de grève et la reconnaissance des syndicats dans l'entreprise;
- L'épanouissement des libertés des communes en leur confiant les moyens de gérer leur propres affaires.

II. Une économie de progrès

Une nation moderne doit avoir la volonté de développer le bien-être de tous et de respecter la priorité pour les besoins essentiels : l'enseignement, le logement, la santé.

Nous proposons :

- Un plan démocratique, discuté de la base locale au niveau national;
- La sélection des dépenses d'équipement financées par l'Etat, afin d'augmenter la production dans les secteurs indispensables à un pays moderne : les transports, la construction, le téléphone;
- La nationalisation des industries de l'armement et de l'espace et le contrôle de celles qui vivent d'abord des crédits de l'Etat;
- Le relèvement de l'abattement à la base pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques, payé essentiellement par les salariés;
- La suppression des exonérations que le gaullisme a créées pour les gros revenus ;
- La détaxation des produits de consommation courante;
- La taxation des plus-values capitalistes;
- La réforme des droits de succession au profit des héritages modestes ;
- La lutte contre la spéculation sur les terrains;
- La création d'une banque nationale d'investissement.

III. Une agriculture moderne

L'agriculture est un élément fondamental de la vie d'un pays. Une politique cohérente doit assurer aux agriculteurs la parité des revenus. *Nous proposons :*

- La recherche de nouveaux débouchés pour les produits agricoles par l'unité politique de l'Europe, l'élargissement du Marché Commun, le développement de l'aide au Tiers Monde ;

- La hausse des revenus agricoles par la production, la réforme de la distribution, le développement de l'enseignement ;
- L'exonération de l'impôt sur le revenu pour les petits exploitants et la diminution de la T.V.A. ;
- La lutte contre la hausse du prix du sol ;
- La création d'un office national de la viande pour le développement de l'élevage.

IV. Les fondements de la justice sociale

L'augmentation de la production et les progrès de la technique devraient toujours entraîner un relèvement continu du niveau de vie.

- LE DROIT AU TRAVAIL exige le relèvement des salaires, traitements et retraites, la réduction progressive des heures de travail, la suppression des zones de salaires, l'indexation du SMIG sur le coût de la vie, le plein emploi ;
- LE DROIT A LA SANTE exige l'extension et la modernisation du secteur public hospitalier, des salaires décents pour les personnels hospitaliers, une aide accrue à la recherche médicale.
- LE DROIT AU LOGEMENT exige la construction de 600.000 logements par an, dont 350.000 logements sociaux des crédits de longue durée pour le logement ;
- LE DROIT A LA SOLIDARITE NATIONALE exige :
  - Pour les handicapés, l'accroissement des crédits pour la réadaptation ;
  - Pour les victimes de la guerre et les anciens combattants, le respect du rapport constant ;
  - Pour les rapatriés d'Algérie, l'indemnisation sur la base de la loi de 1946 ;
  - Pour les personnes âgées, l'abaissement de l'âge de la retraite et l'augmentation de celle-ci ;
  - Pour les familles, l'augmentation et l'unification des allocations familiales.

V. La promotion de la femme

La dignité de la femme sera reconnue pour assurer sa promotion personnelle - Ce qui suppose :

- L'abrogation des textes qui interdisent le contrôle des naissances et qui s'opposent à la maternité heureuse et volontaire ;
- Le respect du principe " A travail égal, salaire égal " ;
- Le remboursement à 100% des congés de maternité ;
- Le développement des équipements sociaux : crèches, maternelles, colonies de vacances ;
- L'égalité juridique entre les époux.

VI. La priorité des priorités à l'Education Nationale

Nous proposons :

- La prolongation de la scolarité obligatoire à 18 ans ;
- La revalorisation de la fonction enseignante ;
- Le rétablissement de l'indépendance de l'université ;
- Le développement des constructions scolaires ;
- L'augmentation des bourses ;
- Le respect de laïcité de l'école.

Pour la recherche scientifique :

- L'augmentation des crédits ;
- L'amélioration de la carrière des chercheurs.

Pour la jeunesse :

- L'abaissement de la durée du service militaire ;
- Le développement de l'éducation physique et des installations sportives ;
- Le développement des institutions culturelles (maisons de culture, maisons de jeunes, organismes populaires de voyage et de tourisme) ;
- L'aide de l'Etat aux arts et aux lettres.

VII. La paix dans un monde organisé

La Paix est le bien le plus précieux, la guerre le pire des maux. L'arme atomique peut détruire l'humanité.

Nous proposons :

- La renonciation à la force de frappe atomique, la reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique ;
- Une action cohérente de la France en faveur du désarmement général, simultané et contrôlé ;
- Une action concentrée de la France en faveur de la sécurité collective et de la cœxistence pacifique, par un règlement négocié sous contrôle international de la guerre au Vietnam ;
- Une action énergique pour la construction d'une Europe des peuples ;
- Une action concrète en direction du Tiers Monde, en faveur des 2 milliards d'êtres humains victimes de la faim et de l'ignorance.

Francaises, Francais,

- Nous prenons l'engagement de réaliser au pouvoir le programme que nous vous présentons.
- En vous prononçant massivement en sa faveur, vous vous dresserez contre un régime de pouvoir personnel, de stagnation et de nationalisme et vous vous prononcerez pour la démocratie au service de l'homme, l'expansion au service de la justice et l'Europe au service de la paix.

LA FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE

Cyprien TROUCHE

Docteur Vétérinaire
Adjoint au Maire de Millau
Ancien Conseiller Général de St-Beauzély

Georges CAUSSAT

Chirurgien
Conseiller Municipal de St-Affrique

IMP. BOUSQUET FRÈRES - MILLAU

Vu le Candidat.